

Le Journal de Saône et Loire  
vendredi 13 janvier 2012

Dettes, chômage... Des contraintes sans précédent

### **"L'élection présidentielle va se faire au moins-disant et non pas autour de projets." Jean-Paul Fitoussi**

«On n'a jamais vu en France dans aucune élection présidentielle un contexte macroéconomique aussi contraignant », estime Elie Cohen, directeur de recherche au CNRS. Selon lui, le pays subit, « pour la première fois, une double pression d'une violence extrême » entre ses engagements vis-à-vis de l'Europe et la surveillance de marchés prêts à la sanctionner à chaque fois qu'elle émet de la dette.

La latitude des politiques économiques, thème phare des campagnes électorales précédentes, est devenue des plus ténues et leur contenu tout orienté vers des objectifs restrictifs.

La France a promis pour juguler sa dette de ramener ses déficits publics de 5,7 % du produit intérieur brut (PIB) en 2011, à 4,5 % en 2012, puis 3 % en 2013 et 2 % en 2014, pour atteindre 0 % en 2016.

**Mais « les marges de manoeuvre ne sont plus nationales, elles sont européennes » car les nations d'Europe « ont perdu la protection de leur banque centrale », souligne Jean-Paul Fitoussi, directeur de recherche à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), un institut indépendant.**

**Le problème de la dette souveraine n'est pas plus aigu sur le vieux continent qu'ailleurs, il l'est même plutôt moins, estime-t-il, mais « c'est une dette souveraine sans prêteur en dernier ressort, ce qui est inédit dans l'histoire du monde, en tout cas dans la période contemporaine ».**

#### **Le rôle de l'Allemagne**

**Et « le refus de résoudre cette crise de la dette souveraine par les moyens normaux que sont la mutualisation des dettes ou le rachat direct par la banque centrale des emprunts d'État » fait que « chaque gouvernement se voit contraint de réduire sa dette », explique Jean-Paul Fitoussi. « La marge de manoeuvre est donc négative : on ne peut pas relancer l'activité mais on peut la freiner », déplore-t-il.**

**Hausses d'impôts, baisse des dépenses, mélange des deux : c'est à l'aune de leur « effet plus ou moins nuisible » sur la croissance et de leur impact sur la justice sociale que l'on jugera la crédibilité des politiques économiques, commente Michel Martinez, économiste en chef pour la France à la Société Générale. Malgré le peu de choix, droite et gauche voudront se distinguer sur ces critères, comme en témoigne le débat actuel sur la TVA sociale, notent les économistes.**

**La France devrait plutôt convaincre ses partenaires européens de mettre fin à cette « politique mortifère d'austérité programmée, appliquée par tout le monde, en même**

**temps synonyme d'échec garanti pour tout le monde », juge Elie Cohen. Mais cette « possibilité dépend de Mme Merkel, pas de Sarkozy ou de Hollande », ironise-t-il, en référence à la chancelière allemande Angela Merkel, au président français et candidat non déclaré Nicolas Sarkozy et à son rival socialiste François Hollande, en tête des sondages.**

**Quel qu'il soit, le futur président devrait avoir de sombres années devant lui. « On peut dire dès maintenant que jusqu'en 2014, nous aurons un chômage élevé, qui va même probablement continuer de croître », estime Michel Martinez.**

**"L'élection présidentielle va se faire au moins-disant et non pas autour de projets." Jean-Paul Fitoussi**